

⇒ classes francophones belges de 6e primaire et de 4e secondaire.

Kairos et ses contre vérités...

L'article se penche notamment sur la page Facebook de l'organisation « Bon Sens » qui, pêle-mêle, milite à la fois contre la vaccination contre le Covid, publie de nombreux contenus dénigrant les élites, ainsi que des « contre-vérités » - ce sont les mots de la RTBF - sur l'Evras. L'article relève aussi que « Bon Sens Belgique peut, « dans ce cadre, être relié au média Kairos qui est sorti de l'anonymat au moment de la crise Covid en relayant de nombreuses contre vérités sur la gestion de la crise sanitaire. »

Un graphique accompagne l'article : sous la couleur « Médias alternatifs ou complotistes », il est précisé, dans la bulle qui s'affiche en survolant la zone, que « Kairos, média complotiste très actif pendant le Covid, l'est moins contre l'Evras. Il relaie cependant en live les manifestations anti-Evras ».

Tout cela suscite l'ire de Penasse qui,

dans sa plainte, liste à peu de choses près l'ensemble des articles du Code, estimant que toutes ces règles ont été bafouées par la RTBF, dans de multiples passages et paragraphes visant clairement Kairos : « Les expressions utilisées tout au long de l'article tendent à faire croire qu'ils sont à l'origine d'une désinformation majeure sur le sujet de l'Evras, menant parfois à des conclusions très graves – ils citent les incendies dans les écoles –, sans que l'argumentation ne soit étayée. Ils estiment que ces affirmations et amalgames sont diffamants, calomnieux, dénigrants, et totalement erronés (...) », lit-on dans le passage de la décision du CDJ consacré aux arguments des parties.

Pour la RTBF, au contraire, elle a rempli « son rôle sociétal et démocratique en mettant en lumière les personnes actives dans le cadre de la désinformation liée à l'Evras et les liens qui existent entre elles, tout en n'ôtant aucunement le droit, pour lesdites personnes, de faire valoir leurs points de vue par leurs propres canaux de diffusion (...). Elle souligne

par ailleurs qu' « aucun des écrits des plaignants n'indique en quoi ni comment les violations déontologiques alléguées seraient présentes dans l'article litigieux ». Et aussi : la RTBF considère que « la plainte formulée au CDJ peut être qualifiée de SLAPP (NDR : ou procédure bâillon), une procédure qui bien qu'ici non judiciaire est utilisée uniquement afin d'intimider. »

« Associer Kairos au réseau des personnes et entités actives dans la diffusion de contre-vérités sur l'Evras reposait sur un travail d'enquête et une base factuelle sourcée », a conclu le CDJ, soulignant que « l'article de la RTBF consacré au réseau des personnes et entités actives dans la diffusion de contre-vérités sur le programme Evras respectait la déontologie. » □

(1) CDJ – Plainte 23-31 – 3 juillet 2024

(2) <https://www.rtb.be/article/complotistes-extreme-droite-et-adeptes-de-theories-pedocriminelles-voici-le-reseau-des-desinformateurs-sur-l-evras-en-belgique-11256548>

Comment des médias français font le bonheur de l'extrême droite

Les personnalités de l'extrême droite française, de même que ses idées et ses messages, ont été largement banalisés par la presse et les télévisions de l'Hexagone. Un vrai marchepied vers le pouvoir.

Isabelle Philippon (CSCE)

Pour la première fois dans son histoire, le parti d'extrême droite créé par Jean-Marie Le Pen a coiffé les lauriers de premier parti de France, en nombre de voix, au second tour des législatives, en juillet dernier. En recueillant le 30 juin, avec ses alliés républicains (LR-Ciotti), 33,1 % des suffrages lors du premier tour, le Rassemblement National

(RN) de Marine Le Pen avait déjà battu un double record : celui de son meilleur score historique mais aussi celui du plus grand nombre de voix obtenues par le parti à la flamme lors d'élections nationales.

Trois semaines, plus tôt, lors des élections européennes, la liste RN emmenée par le président Jordan Bardella avait annoncé la couleur en

recueillant 31,37 % des suffrages. Plus de 11,5 millions de Français ont voté en faveur de ce parti xénophobe. Au pays des Droits de l'Homme, et dans le monde, c'est la consternation dans les rangs des démocrates. Et à quelques semaines des Jeux Olympiques de Paris, chacun a retenu son souffle. Le président de la République a dissous l'Assemblée Nationale, au

lendemain du scrutin européen, appelant les Français à retourner aux urnes. Au risque de faire accéder Jordan Bardella au poste de Premier ministre de la République. Comment en est-on arrivé là ?

Bien sûr, la France n'est pas une île, et la marée brune menace toute Europe : l'extrême droite a progressé dans la majorité des Etats membres aux élections européennes, et est au pouvoir - ou le partage - dans nombre d'entre eux. Et les violentes émeutes qui ont éclaté cet été dans plusieurs villes du Royaume-Uni, les pires depuis dix ans, sont, selon les observateurs, le fruit de la banalisation de l'extrême droite. Pour Aurélien Mondon, spécialiste de la normalisation des politiques réactionnaires à l'Université de Bath, en Angleterre, « on paie les pots cassés. L'extrême droite s'est nourrie de ce blanc-seing donné par les politiciens, les médias traditionnels et certains universitaires » (1).

Bien sûr encore, tous les analystes s'accordent pour affirmer que le vote en faveur des partis d'extrême droite est avant tout un vote de rejet et de peur, deux thèmes que ces formations exploitent avec brio. Et bien sûr enfin, pour revenir en France, l'aversion de nombre de Français à l'égard de leur président et de son arrogance, a fait le miel de l'équipe Le Pen.

Mais le RN a aussi très largement bénéficié du soutien des médias. De ceux qui, particulièrement dans la galaxie du magnat de la presse Vincent Bolloré, soutiennent son programme mais aussi, plus largement, de ceux qui ont banalisé ses discours de haine et policé l'image de ses ténors. Contrairement à la Belgique francophone, il n'existe pas de cordon sanitaire médiatique en France : les chaînes et les organes de presse peuvent librement donner la parole aux ténors de l'extrême droite, qui ne se privent pas d'y instiller leurs idées toxiques. Plus inquiétantes encore sont les relations sulfureuses entre les « journalistes » des chaînes de Bolloré et des personnalités politiques d'extrême droite. Ces liens incestueux entre presse et politique ont pour seul objectif de renforcer l'extrême droite et de la hisser au pouvoir. Le dessein ultime de Vincent Bolloré. □

(1) « Pour quoi la banalisation de l'extrême droite est à l'origine des émeutes racistes au Royaume-Uni », Martine Dubuisson, *Le Soir*, 5 août 2024.

Ces médias de la galaxie Bolloré, marchepieds de l'extrême droite

Ils sont de fervents partisans du RN, et ne s'en cachent pas. Les télévisions du milliardaire Vincent Bolloré, qui battent des records d'audience, font campagne pour l'extrême droite.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ce fut l'une des trop rares éclaircies dans le ciel du dernier été politique pourri dans l'Hexagone, désespérément ripoliné du brun de la formation d'extrême droite, solidement ancrée désormais aux portes du pouvoir. Cette bonne nouvelle, c'est la mise au pas de « Baba », le petit nom de Cyril Hanouna, prié de quitter ses six millions d'auditeurs – ses « chéris » comme les appelle le présentateur vedette – sur C8, une des chaînes du milliardaire ultra-conservateur Vincent Bolloré sur laquelle il sévit dans l'émission populaire et populiste « Touche pas à mon poste » (TPMP).

L'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (l'équivalent de notre Conseil Supérieur de l'Audiovisuel/CSA), le gendarme de la télévision française, a en effet décidé, le 24 juillet dernier, de ne pas renouveler en 2025 la fréquence de la chaîne, la plus sanctionnée du paysage audio-visuel français pour ses multiples violations de la déontologie journalistique. C8 affichait le chiffre record de 7,6 millions d'euros de sanctions cumulées sur ces huit dernières années. Parmi les dizaines d'accusations, figure notamment celle d'incitation à la haine raciale, renvoyant aux propos d'Eric Zemmour qui avait qualifié les enfants migrants de « voleurs, assassins et violeurs ». Un exemple parmi tant d'autres des outrances lâchées par les animateurs ou leurs invités, très majoritairement de droite ou d'extrême droite (1).



Quand seule la gauche est qualifiée d'« extrême »

La perte de fréquence de sa chaîne C8 a été mal vécue par ses partisans et les ténors de l'extrême droite. Eric Ciotti, le président contesté des républicains ayant fait alliance avec le RN, a qualifié cette sanction de « dérive mortelle pour notre démocratie. » Marine Le Pen a accusé le pouvoir « de chercher à faire disparaître le pluralisme. » Ancien chroniqueur de l'émission « Touche pas à mon poste », Benjamin Castaldi a dénoncé « une censure flagrante » qui rappelle « les

Le milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré imprime sa marque sur l'ensemble du paysage médiatique français.

⇒ *méthodes des régimes totalitaires* ». La gauche, que les employés des chaînes de Bolloré s'appliquent à qualifier d'*extrême*, est présentée comme un danger autrement plus inquiétant pour l'avenir de la démocratie que l'extrême droite, présentée elle comme simplement « la droite » (2). Banalisons, banalisons...

Résister à Bolloré coûte cher

La sanction infligée à C8 et à travers elle, à Vincent Bolloré, peut être considérée comme un avertissement. Rien de plus qu'une carte jaune infligée par l'autorité médiatique française. Ne rêvons pas : ce coup de semonce n'empêchera ni Hanouna de faire la pub de l'extrême droite sur un

d'un chroniqueur. Vulgaire, rustre, prêt à toutes les bassesses pour avilir quiconque ne pense pas comme lui, il est allergique à la nuance et déteste la contradiction. Comme lorsqu'il défend la privatisation du secteur de l'audiovisuel, un des points du programme du RN : « *Quatre milliards d'euros de subsides ?! Avec quatre milliards, on peut en faire des autos pour la police, on peut offrir quelques hôpitaux, on peut augmenter les enseignants, privatisez-moi tout ça !* » On appréciera la finesse de l'argumentation, ainsi que l'absence de tout contradicteur dans le studio qui aurait pu notamment objecter le très faible niveau de la dotation de ce secteur en France. Notamment...

Quelques semaines plus tard, peu

(Canal+, C8, CNews – la chaîne d'information d'extrême droite du groupe Vivendi est la plus regardée du pays !), il est présent dans l'édition avec Editis, est notamment à la tête de *Geo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *le Journal du Dimanche*, l'hebdomadaire *JDNews*, et possède le groupe Havas, un géant international de la communication.

« *Vincent Bolloré, milliardaire breton, a acheté des médias pour favoriser l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite et de ses idées* », affirme sans ambages Arrêt sur Images, un remarquable site de « critique média », qui au fil de nombreux reportages et vidéos, montre comment les médias Bolloré ont déroulé le tapis rouge à l'extrême droite (5).

Dès la fin 2021, *Le Monde* alertait déjà : « *Vincent Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle de 2022. En quelques mois, le milliardaire breton a bâti un pôle réactionnaire qui s'étend de l'audiovisuel à l'édition. Avec comme fer de lance le polémiste vedette Éric Zemmour, dont les*

Les animateurs vedettes des chaînes de Bolloré s'évertuent à flatter les sentiments de victimisation des téléspectateurs

des nombreux autres médias de son patron, ni ce dernier de continuer à mettre sa machine de guerre médiatique au service de l'extrême droite. Relevons d'ailleurs qu'au cœur de ce dernier été politique décidément pourri, les radios du groupe Bolloré ont retiré de leur programmation tous les titres de Zaho de Sagazan : la chanteuse est punie pour avoir dénoncé les procédés « immondes » de diabolisation de la gauche et de dédiabolisation de l'extrême droite par les médias du groupe Bolloré (3).

Hanouna hors d'atteinte

La soupe indigeste et vulgaire servie par le présentateur vedette Cyril Hanouna provoque, c'est selon, l'hilarité des invités docilement voués à sa cause, et la nausée chez d'autres. La locomotive du groupe Canal, très proche de Bolloré, peut tout se permettre et ne s'en prive pas : il n'hésite pas à déverser un flot d'insultes sur un élu de gauche, laisse un invité fournisseur en drogues des stars faire la pub de l'« adrénochrome », une prétendue nouvelle drogue fabriquée à « base de sang d'enfant », invite la maire socialiste de Paris à « *s'occuper des rats la nuit plutôt que de dire des conneries* », fixe en direct un rendez-vous à un jeune homosexuel qu'il humilie ensuite par téléphone, ou fourre un plat de nouilles dans le pantalon



Cyril Hanouna, le présentateur vedette des médias Bolloré : raciste, misogyne, grossier, provocateur. Ses émissions battent des records d'audience.

après l'annonce de la future perte de fréquence de C8, Cyril Hanouna présentait déjà une nouvelle émission, sur Europe 1 cette fois : « On marche sur la tête ». Une expérience qui se clôturera par un nouveau coup de semonce de l'Arcom (4).

La chaîne du milliardaire français et de son présentateur vedette était épiée depuis longtemps par le gendarme de l'audiovisuel, et ce d'autant plus que Vincent Bolloré pèse lourd dans l'univers de médias qu'il met au service de ses thèses d'extrême droite. Patron des chaînes du groupe Canal +

obsessions identitaires et anti-islam colonisent le débat public ». Pour *Le Monde*, Vincent Bolloré est devenu « *une sorte de Rupert Murdoch français* (6) ». Le parallèle avec le magnat de la presse américaine, dont la chaîne Fox News a largement contribué à l'accession de Trump au pouvoir, est en effet de plus en plus évident.

L'instrumentalisation des frustrations

La présidentielle de 2022 reproduit le face à face Macron – Le Pen de 2017. Mais ce second mandat d'Emmanuel

Le RN peut brûler un cierge à Bolloré et ses médias qui sont parvenus à imposer un vocabulaire xénophobe et les théories de l'extrême droite dans l'opinion

Macron, déforcé par une majorité relative à l'Assemblée, va faire dégringoler sa cote de popularité. Nombre de nos voisins ne supportent plus son arrogance, son style « jupitérien ». Ils ont le sentiment d'être déclassés, méprisés par les élites, ignorés par le pouvoir, voire blessés ou éborgnés par celui-ci dans le cas des gilets jaunes. Beaucoup sont écœurés par le passage en force de certaines réformes, telle celle des retraites. Et puis que dire de cette France rurale que les services publics ont désertée, que les transports publics ne desservent plus et qui sont devenus des déserts médicaux.

Quand tout est compliqué et que l'on peine à boucler ses fins de mois, les raisonnements faciles de l'extrême droite ont un côté réconfortant. Certaines oreilles de l'Hexagone se laissent donc bercer par les slogans « *On est chez nous !* » proclamés dans les réunions du Rassemblement National, et de plus en plus de Français adhèrent au principe de préférence nationale à accorder aux seuls Français de souche, reléguant les Français « de papier » et autres binationaux à un statut de seconde zone.

Parallèlement, les animateurs vedettes des chaînes de Bolloré s'évertuent à flatter les sentiments de victimisation des téléspectateurs, en soulignant les dangers liés à l'immigration et à l'insécurité : les porte-voix de Bolloré sont devenus les meilleurs alliés du parti à la flamme.

Campagne pro-RN

De scrutin en scrutin, le parti créé par Jean-Marie Le Pen, arrivé au second tour des élections présidentielles de 2002, n'a cessé d'engranger des victoires jusqu'à se présenter, en 2024, aux portes de l'Élysée. Avec plus de 10 millions de voix, il devient le premier parti du pays et il faudra l'alliance des gauches et la constitution du Nouveau Front Populaire (NFP) pour empêcher son jeune président Jordan Bardella de succéder à Emmanuel Macron. Cette ascension du parti d'extrême droite – qui a néanmoins raté la majorité absolue qu'il escomptait – était prévisible puisque, un mois plus tôt, les Français avaient

envoyé un nombre record de députés RN (30) à Strasbourg.

Durant la courte – trois semaines – et brutale campagne législative, le succès pressenti de l'extrême droite a fait frémir les partisans de Bolloré et les responsables de ses chaînes, qui ont mis toute leur énergie à faire triompher le Rassemblement National et installer son président Jordan Bardella à Matignon. Les chroniqueurs du clan Bolloré ont, sans surprise, concentré leurs attaques sur ce front de gauche, n'hésitant pas à le qualifier d'« *anti-France* » et de « *parti des étrangers* », reprenant la rhétorique utilisée, pendant la Seconde Guerre mondiale, par la droite nationaliste antisémite. « *Baba* » n'a pas été en reste, jurant qu'il s'expatrierait en cas de victoire de la gauche. Une promesse qu'il n'a pas tenue, malgré la défaite (relative) du RN, au grand dam de ses détracteurs.

La bollorisation du paysage médiatique

Le RN n'est pas (encore ?) au pouvoir, mais il le tutoie. Il peut brûler un cierge à Bolloré et ses médias qui, non seulement lui ont offert une chambre de résonance plus qu'efficace, mais sont également parvenus à « bolloriser » une presse qui, à l'origine, ne buvait pas de cette eau-là. Les médias de Bolloré ne sont désormais plus les seuls, loin s'en faut, à les reprendre à leur compte, voire à afficher leur préférence pour l'extrême droite. On rappellera par exemple que c'est *Le Figaro* qui a « fait » Eric Zemmour, en lui accordant une chronique bien en vue dans ses pages pendant des



années. Jusqu'il y a peu, les observateurs louaient la qualité du travail d'information effectué par le quotidien – elle était indéniable même si le journal affichait clairement son positionnement à droite (on dit bien à « droite », mais pas à l'« extrême droite ») -, applaudissaient la distinction nette entre les articles d'information et les articles d'opinion. Depuis quelques années, le vent a tourné.

Un exemple parmi d'autres des accointances du *Figaro* avec l'extrême droite : au lendemain de l'annonce de l'alliance du président LR Eric Ciotti avec le RN et les commentaires outrés qu'elle a suscités, le directeur du *Figaro*, Alexis Brézet, a dénoncé « *le déchaînement invraisemblable des anti-Ciotti* », tout en se moquant du récent bilan électoral des « *vieux barons* » de la droite. « *Soit Les Républicains s'allient au Rassemblement national, a-t-il scandé, soit ils sont condamnés à disparaître.* » Preuve que les médias de Bolloré ne sont désormais plus les seuls à afficher clairement leur préférence pour l'extrême droite, mais d'autres lui emboîtent le pas. ↗

C8 et CNews, les chaînes de télévision phares du groupe Bolloré, ont ouvertement fait campagne pour le parti d'extrême droite Rassemblement National.

« La période que nous traversons est particulièrement inquiétante mais il faut espérer que la presse française saura faire preuve de résilience. Pour peut-être renaître plus forte, comme elle l'a fait en 1944, il y a 80 ans » (Alexis Lévrier)

⇒ **Bolloré a gagné son combat civisationnel**

Mais il y a peut-être plus grave encore. « *La manière dont le groupe Bolloré déteint sur d'autres titres de presse ou sur le monde politique donne le sentiment qu'il façonne l'espace médiatique dans lequel nous nous trouvons. En l'état, il est difficile de savoir s'il s'agit d'un phénomène transitoire ou durable. Mais la crise politique que nous vivons prouve en elle-même la réussite du combat civisationnel mené par Vincent Bolloré* », épingle l'historien des médias Alexis Lévrier (7).

Le vocabulaire xénophobe, les idées complotistes et autres théories – tel le « grand remplacement » - agitées par l'extrême droite ne sont plus bannis de la presse « de qualité ». « *La "bollorisation" passe aussi par un combat culturel, qui est à la fois une bataille lexicale et une bataille des imaginaires. Grâce aux effets de boucle qui se créent au sein des médias de Vincent Bolloré (un même terme pouvant être repris indéfiniment de CNews à Europe 1, ou de TPMP au JDD), le vocabulaire de l'ex-*

trême droite se trouve en effet banalisé et normalisé », souligne encore Lévrier. Cette banalisation sert bien entendu l'extrême droite, dont on a de moins en moins honte de se dire partisan. Une enquête publiée par *Le Monde* en 2023 relevait que, interrogés sur l'opportunité de faire, ou non, participer le RN au pouvoir, pour la première fois, davantage de citoyens français (45%) répondaient « oui » que « non » (41%) (8). Une inquiétante première, à laquelle ont largement contribué les médias de l'Hexagone, poussés dans cette voie par la galaxie Bolloré.

Il reste cependant des espaces de résistance, notamment dans la presse indépendante, papier et numérique – tel le site indépendant Arrêt sur Images -, sur les chaînes radio et télé publiques (celles-là que le RN rêve de privatiser), et même dans des journaux, tel *Le Monde*, détenus par des magnats qui respectent le travail de leur rédaction. « *La période que nous traversons est particulièrement inquiétante mais il faut espérer que la*

presse française saura faire preuve de résilience. Pour peut-être renaître plus forte, comme elle l'a fait en 1944, il y a 80 ans », ose croire Alexis Lévrier. □

(1) « C8 perd sa fréquence sur la TNT », *Le Monde*, 25 juillet 2024.

(2) <https://www.arretsurimages.net/articles/ian-brossat-cnews-et-bardella-font-partie-de-la-meme-equipe>

(3) « 600 artistes interpellent Vincent Bolloré après l'« éviction » de Zaho de Sagazan des radios de son groupe », *Le Monde*, 26 juillet 2024.

(4) « Comment Europe 1 a caviardé les dérapages politiques de l'émission On marche sur la tête de Cyril Hanouna », *Le Monde*, 29 juin 2024.

(5) <https://www.arretsurimages.net/>

(6) « Comment Vincent Bolloré mobilise son empire médiatique pour peser sur la présidentielle », *Le Monde* 15 novembre 2021.

(7) Alexis Lévrier interviewé par Clea Chakraverty dans *The Conversation*, le 16 juin 2024.

(8) « Face à la « normalisation » du Rassemblement national, une coupable

Liaisons incestueuses

Bolloré n'est pas qu'un propriétaire de médias. Il est aussi un véritable acteur politique : lui-même et ses présentateurs vedettes entretiennent des contacts directs et privilégiés avec le pouvoir et bénéficient de « fuites » utiles aux desseins de l'extrême droite.

L'influence du magnat de la presse française ne se limite pas au relais des thèses de l'extrême droite via ses chaînes de télévision. Vincent Bolloré n'est pas seulement un patron de presse, c'est aussi un faiseur de roi, un véritable acteur politique, rêvant de fondre toutes les droites conservatrices dans un grand parti d'extrême droite. Au lendemain de la dissolution de l'Assemblée par Emmanuel Macron, c'est chez lui qu'Eric Ciotti, le président des Républicains (LR), s'est rendu pour l'informer de sa volonté d'alliance avec le RN de Marine Le Pen. C'est à lui seul qu'il a livré son secret. Ni Nicolas Sarkozy, le dernier président du LR, ni le moindre ténor du parti ne fut averti. Ciotti voulait se retrancher derrière le bouclier médiatique des chaînes

de Bolloré pour échapper aux flèches des opposants, qu'il pressentait nombreux, de sa propre formation à cette (més)alliance.

Et effectivement, les membres outrés du parti républicain ont été violemment attaqués sur les chaînes de Bolloré. « *Eric Ciotti a écouté ses militants, ça arrive parfois pour un chef politique, s'est par exemple félicité Pascal Praud, l'un des présentateurs vedettes de CNews également actif sur Europe 1. Il a ainsi raillé les "chefs à plumes" de LR qui condamnent toute alliance avec le RN : une droite déconnectée du terrain, sans idée et sans avenir, qui décidément ne comprend rien à rien, et surtout pas ses électeurs.* » (1)

Remontons à avant le coup d'envoi de la courte campagne électorale pour

les législatives. En fin d'après-midi, le dimanche 9 juin, l'animateur de CNews Pascal Praud apprend qu'Emmanuel Macron annoncera, dans la soirée, la dissolution de l'Assemblée nationale. Il a eu droit à une conversation avec le conseiller élyséen Bruno Roger-Petit, puis avec l'ancien sarkozyste Pierre Charon. Et c'est ainsi que, vers 18 heures, avant même le Premier ministre Gabriel Attal et la quasi-totalité des membres du gouvernement, le présentateur vedette de la chaîne d'extrême droite « devine » que « *la dissolution est actée* ».

Une « fuite » que la machine médiatique de Bolloré va s'empresser de mettre à profit pour imposer ses thèmes de campagne et mettre tout son pouvoir d'influence au service



Jordan Bardella, le président du Rassemblement National, a phagocyté les Unes des titres de presse et les plateaux télé pendant la dernière campagne électorale française.

d'une alliance entre l'extrême droite et les Républicains.

Prêt à tous les coups bas

Bolloré est prêt aux pires coups bas pour faire triompher sa cause et celle de l'extrême droite. Admirateur de Murdoch, adepte de *fake news* susceptibles de bousculer l'opinion, il lance une bombe en « Une » du *Journal du Dimanche* (JDD), à deux heures du début de la période de réserve – la période pré-électorale durant laquelle les candidats doivent arrêter de faire campagne et les médias de relayer des propos politiques – dans l'espoir de truquer le vote : « Le gouverne-

ment s'apprête à suspendre la loi sur l'immigration ». Traduisez : ce gouvernement Macron est vendu à la gauche et veut vous trahir.

Cette forfaiture traduit le jusqu'au-boutisme d'un milliardaire apprenti sorcier et ennemi de la démocratie, prêt à tous les mensonges pour faire advenir son rêve politique (2).

Du grand journalisme

Ces relations incestueuses entre les représentants politiques de l'extrême droite et Bolloré se traduit sur les plateaux télé du groupe, dont les journalistes et les animateurs sont dûment briefés. N'espérez pas une question

critique, une remarque embarrassante. N'attendez pas un face à face critique entre un journaliste de la galaxie Bolloré et un ténor d'extrême droite. Bardella, le président du RN et Cyril Hanouna, la star de C 8, ont festoyé tous les deux dans la propriété de St-Tropez de l'animateur préféré de Bolloré.

En pleine campagne pour les législatives, Cyril Hanouna a reçu Eric Ciotti et une brochette de représentants du RN et de Reconquête, l'autre parti d'extrême droite fondé par Eric Zemmour, parmi lesquels Sarah Knafo, la compagne de ce dernier, fraîchement élue députée européenne. Et de sortir le grand jeu : Hanouna compose le numéro de portable de Bardella et le tend à Sarah Knafo, en lui demandant de plaider, sur son répondeur, pour une sainte alliance entre Ciotti, le RN et Reconquête. Ce qu'elle consent à faire avec conviction.

C'est ce qui s'appelle du grand journalisme...

Jamais, dans l'histoire médiatique française, un seul homme n'avait jusqu'ici concentré entre ses mains autant d'influence, et jamais cette influence n'avait été utilisée pour promouvoir un programme d'extrême droite. □

<https://www.dailymotion.com/video/x906esi>

7Sur7, « Tollé à deux jours du scrutin: un média annonce la suspension de la loi immigration, le gouvernement dénonce une "fake news" » 6 juillet 2024 .

Les chats de Marine, le pecorino de Jordan, et la France à feu et à sang

L'obsession de Marine Le Pen ? Rendre son parti fréquentable. Pari réussi haut la main, et pas seulement grâce aux médias Bolloré...

Depuis qu'elle a succédé à son père, en 2011, Marine Le Pen n'a eu de cesse de reprofiler son parti, de s'efforcer de le rendre fréquentable, d'en faire un parti « comme les autres ». Son œuvre de dédramatisation a réussi, grâce aussi à la presse dite *mainstream*. Pendant les

dernières semaines de campagne électorale, presse écrite, radio, télé n'ont cessé de booster la notoriété de Jordan Bardella, le président du RN. Il a été de loin le plus médiatisé des candidats aux législatives et a fait la Une de tous les magazines d'information. Son parti était véritablement

au cœur du débat médiatique. Certes, les médias du groupe Bolloré ont affiché publiquement leur sympathie pour l'extrême droite et leur aversion pour les formations de gauche. Mais ne nous y trompons pas : ils sont aussi cet arbre qui cache la forêt des médias dits traditionnels



Marine Le Pen dorlotant son chat, en pleine page d'un magazine people : de quoi la rendre bien sympathique.

⇒ et respectables qui légitiment ces idées réactionnaires, en se focalisant sur les thèmes chers au RN et en faisant passer les tenants des thèses de gauche pour de joyeux « Bisounours ».

Zemmour, condamné, mais partout sur les ondes

Le polémiste et président du parti d'extrême droite Reconquête Eric Zemmour avait, lors de la campagne présidentielle de 2022, largement profité d'une surexposition médiatique. Condamné pour provocation à la haine, il a pourtant bénéficié, lui aussi, de la banalisation de l'extrême droite par les médias traditionnels. En septembre 2021, France Info a encore réussi le tour de force d'en dresser le portrait sans que le mot « raciste » ne soit prononcé une seule fois, et sans évoquer ses condamnations pour provocation à la haine, leur préférant les termes « propos controversés » et « polémiques ».

« Le journalisme dominant a dépolitisé et banalisé le FN et Marine Le Pen, confirme l'Observatoire des médias Acrimed : « En mars 2019, Nathalie Saint-Cricq (NDLR : alors cheffe du service politique de France 2) la déclarait "hyper dédramatisée", paraphrasée deux ans plus tard par sa consœur Léa Salamé face au président du RN, Jordan Bardella : "À force de vouloir banaliser votre discours, n'êtes-vous pas devenu banal ?" (France Inter, 28 sept. 2021) Jusqu'à réécrire l'histoire : "Marine Le Pen n'a jamais véritablement eu de discours radicaux [...]. Moi, je n'ai jamais vu de propos racistes dans un meeting." (Dominique Reynié, France 5, 29 sept. 2021) » (1)

Pub médiatique pour les élus d'extrême droite et leurs théories

La dépolitisation extrême de la politique est désormais à l'œuvre dans les médias traditionnels où, à coups de grands portraits intimistes des ténors, ils les font entrer dans les chaumières françaises et font ainsi le jeu de l'extrême droite. Marine Le Pen dans une gazette populaire mais néanmoins respectable, posant à côté de ses chats, et Jordan Bardella avouant sa passion pour les pâtes italiennes et le pecorino : voilà de quoi les rendre bien sympathiques. La « pipolisation » de la politique : du pain béni pour une extrême droite dont les brebis galeuses et les

lignent la responsabilité des journalistes dans la description d'une France qui colle étroitement à la vision politique de l'extrême droite », écrivait *Le Monde* au lendemain du scrutin européen (2).

Insécurité et faits divers à la Une

L'article du *Monde* de citer un reportage de BFM-TV dont l'équipe tombe sur Jean-Claude, électeur du RN « " L'insécurité, tout ce qu'on voit... On peut même plus sortir. Vous ne voyez pas ? Vous prenez des coups de couteau..." », justifie le quinquagénaire. "Pas ici, pas à Chivy !", l'interrompt le maire à ses côtés. "Pas à Chivy, non, mais il n'y a qu'à regarder les informations, ça craint !" »

Durant la dernière campagne législative express, les médias se sont fait un plaisir de relayer les prédictions d'émeutes, les perspectives d'un pays mis à feu et à sang, assénées sans relâche par les hommes au pouvoir. Avec, le plus souvent, des guillemets, ce qui n'a pas empêché la répétition de faire son effet. Le site Arrêt sur Images, qui observe et critique les comportements médiatiques, détaille (3) : « Comme Sud-Ouest, qui titre : "Alerte sur de possibles troubles graves" les soirs des élections et sur un "risque de chaos à la rentrée", ou La Dépêche, qui annonce : "On peut avoir des manifestations qui dégènerent". Le 26 juin, BFMTV fait un

Les médias dits traditionnels et respectables légitiment les idées réactionnaires, en se focalisant sur les thèmes chers au Rassemblement National

semeurs de haine ont été, du moins en façade, sacrifiés sur l'autel de la bienséance et priés de ranger croix gammées et ouvrages négationnistes au vestiaire.

Mais ce ne sont pas les seuls cadeaux que les médias offrent à l'extrême droite.

« Omniprésence des faits divers, pression des réseaux sociaux, "déploration" et émotion permanentes. A l'approche des élections législatives 2024, des voix, y compris au sein des rédactions, sou-

point étrange sur "ce que l'on sait des craintes de débordements en marge des élections", confondant craintes et risques. Puis, le 5 juillet, la chaîne titre sur le fait que Gérard Darmanin indique qu' "il faut redouter des débordements" après le second tour. Ah, s'il le faut... » (...)

« Le 30 juin, poursuit Arrêt sur Images, Le Figaro titrait "Bien sûr qu'on est inquiets" dans un très long papier consacré aux commerçants de France et de Navarre, s'appuyant sur

les nombreux articles des titres de presse, alertés de voir les vitrines de commerces se parer de contreplaqué. Pourtant, là déjà, le constat est finalement : « Pas d'incidents majeurs durant le premier tour ». N'oublions pas qu'on peut compter sur le ministère de l'Intérieur pour indiquer aux médias la moindre dégradation... Son service de presse n'a cependant pas donné suite à notre demande précise de décompte d'agressions et d'interpellations durant les deux tours. » (...) Lors du second tour, le Figaro a titré sur « des premiers heurts à Paris et Rennes », mais sans en montrer aucun dans son reportage vidéo. »

Ces « discrètes » agressions racistes et contre des journalistes

Pour le sociologue italien Federico Tarragoni, le champ journalistique a clairement cédé au récit de la dédiablement. « Dans les années 1980-1990, les partis néofascistes se sont reconstitués

avec un discours marketing social très séducteur pour les classes populaires que le Parti communiste avait commencé à délaisser. Au lieu de continuer de dire « on a affaire à un parti raciste », on a prétendu qu'ils proposaient « une politique sociale pour les oubliés de la mondialisation », participant ainsi de sa normalisation. » (4)

L'absence de heurts importants a généralement été passée sous silence dans les médias, relève Arrêt sur Images. De même que le fait que, « durant la campagne, des journalistes ont été menacés, insultés ou agressés. Soit à titre personnel, par racisme, comme Karim Rissouli ; soit sur le terrain en faisant leur travail, comme à Besançon ou à Groix. Des militant·es engagé·es pour le climat, des signataires de tribunes en faveur du barrage républicain ont aussi reçu des menaces, et des avocat·es ont été pris·es pour cible par le site d'extrême droite Réseau libre, relève Arrêt sur Images. (...) Le contexte - des

élections nationales - doit alerter. Et résonner avec deux autres statistiques actuelles : les crimes et délits anti-LGBT, qui ont augmenté de 19% en 2023, et les crimes ou délits à caractère raciste, pour lesquels les services de sécurité ont enre-

La « pipolisation » de la politique est du pain bénit pour les candidats d'extrême droite

gistré 8 800 victimes selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. 8846 très exactement, dont 459 victimes d'atteintes à la vie et violences physiques, soit 29% de plus qu'en 2022. » (5)

Le fruit, sûrement, de la banalisation du racisme, de l'homophobie et de la haine dans les discours politiques, bien au-delà des seuls RN ou Reconquête, conclut Arrêt sur Images...

Diane Bolet, spécialisée dans la sociologie électorale et l'étude de la montée de l'extrême droite en Europe, estime, toujours dans *Le Monde*, que la France ne vit que ses premiers pas dans la jungle médiatique dominée par l'extrême droite. Et de faire le parallèle avec l'Australie, où « le développement de tabloïds d'extrême droite, issus de l'empire de Rupert Murdoch, a entraîné l'ensemble de l'écosystème médiatique vers l'extrême droite. Trente ans après le début du phénomène, plus une seule chaîne, plus même un parti, y compris de gauche, ne parle d'immigration sans le considérer comme un problème. En France, on n'en est qu'à la genèse de ce processus ». (6)

Un écart que Vincent Bolloré compte bien combler, avec l'aide – inconsciente ? – de la presse démocratique. Qui ferait bien de se ressaisir... □



L'obsession sécuritaire s'est propagée à l'ensemble des partis et des médias, banalisant ainsi les messages du duo Le Pen-Bardella.

(1) www.acrimed.org

(2) Comment les thèmes favoris du RN ont peu à peu colonisé les médias traditionnels, Aude Dassonville, *Le Monde* 26 juin 2024.

(3) « Violence par temps électoral, une arme politique », Isabelle Bordes, Arrêt sur Images, le 27 juillet 2024.

(4) « Comment les thèmes favoris du RN ont peu à peu colonisé les médias traditionnels », *Le Monde*, 26 juin 2024.

(5) idem (3)

(6) idem (4)

Italie : la lente agonie des

Un mouvement de contestation sans précédent secoue la télévision publique italienne. En cause, la pression constante sur les médias publics exercée par le parti *Fratelli d'Italia* de Giorgia Meloni depuis son arrivée au pouvoir, en 2022.

Julien Bal (journaliste, doctorant en études italiennes à l'UCLouvain)

En Italie, « Télé-Meloni » est devenue l'expression favorite de la gauche pour désigner l'évolution récente de la télévision publique italienne. En cause, de longues interviews complaisantes de la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni sur la première chaîne (Rai1). En cause également, un traitement exagérément prudent des erreurs commises par le personnel politique de droite sur la chaîne publique d'information en continu (RaiNews24) et des omissions délibérées donnant lieu à un traitement exagérément positif de la situation économique du pays, en décalage croissant avec la réalité vécue par la plupart des Italiens. À cela rien de tout à fait inattendu puisque, depuis 2015 (sous l'impulsion des sociaux-démocrates à l'époque), il est d'usage qu'après les

l'information biaisée). Pendant un an et demi, conscients de cette coutume politico-médiatique, les journalistes de la Rai et leurs syndicats ont enduré les différents changements de cap opérés par leurs dirigeants sans trop se plaindre. Finalement, le 21 avril dernier, une opération de censure plus éclatante que les précédentes a libéré la parole au sein de la Rai et déclenché un mouvement de contestation sans précédent qui dure encore aujourd'hui.

Censure et prudence

L'émission censurée en question (*Che sarà*), est un *talk-show* du dimanche diffusé sur la troisième chaîne publique (Rai3) mêlant des sujets politiques, culturels et historiques. L'émission spéciale consacrée à la Fête nationale italienne,

dans les massacres nazis perpétrés sur le sol italien (parti fasciste dont *Fratelli d'Italia*, le parti au pouvoir, est l'un des héritiers). Ce monologue n'a jamais été prononcé à la télévision publique italienne. Pour tenter d'expliquer ce revirement de dernière minute, la direction de Rai3 a évoqué la somme prévue pour rémunérer l'écrivain (1.800 euros) qui aurait mis le budget de l'émission sous pression. Cette somme avait pourtant été fixée par contrat, conformément à celles versées à l'occasion des précédentes prestations télévisuelles d'autres écrivains de la même stature. L'argument économique est par ailleurs fragilisé par l'investissement concomitant de six millions d'euros par la même chaîne pour remettre sur pied un programme de divertissement (dont le titre « *Avanti popolo* » – « En avant le peuple » – n'est autre qu'une récupération des premiers mots de la chanson ouvrière « *Bandiera rossa* », un renversement du sens des mots et des valeurs, caractéristique de la communication melonienne mais également du fascisme). Cette censure mal dissimulée d'un texte polémique n'aurait pas été connue du grand public si l'animatrice de l'émission en personne n'avait pas révélé cette annulation tardive sur les réseaux sociaux, en précisant qu'elle n'en connaissait pas elle-même la véritable raison (1).

Épuration politique

Cet épisode et le climat dont il découle démontrent une fois de plus que les droites nationalistes entretiennent rarement de bonnes relations avec les médias publics. Une fois arrivées au pouvoir, elles tentent généralement de les modeler à leur image ou bien elles les disloquent en en privatisant des pans entiers. La question de savoir si Giorgia Meloni

Le renversement du sens des mots et l'inversion des valeurs sont caractéristiques de la communication melonienne mais également de la rhétorique fasciste

élections le parti vainqueur nomme à sa guise les principaux dirigeants de la radio-télévision publique italienne. Arrivée en tête aux élections législatives de septembre 2022, Giorgia Meloni ne s'est pas privée de ce privilège en nommant des personnalités inféodées à son parti de droite nationaliste *Fratelli d'Italia* aux postes stratégiques de la Rai. Rapidement, la radio publique, les chaînes Rai1, Rai2, Rai3 et RaiNews24 ont affiché des lacunes journalistiques caractéristiques d'un média de propagande (absence de débat contradictoire, traitement partiel des faits, hiérarchie de

qui célèbre chaque 25 avril la fin du fascisme et l'entrée de l'Italie dans sa modernité, aurait dû comporter un monologue écrit par l'écrivain Antonio Scurati, spécialiste reconnu du fascisme, vainqueur en 2019 du prix littéraire le plus prestigieux d'Italie, le *Premio Strega*. Dans son texte qu'il aurait dû prononcer lui-même, il était prévu que Scurati rappelle que l'antifascisme est le point cardinal de la Constitution italienne. Dans un second temps, il comptait dénoncer les silences éloquentes du parti de Giorgia Meloni qui n'a jamais admis la complicité du parti fasciste

médias de service public

était au courant ou pas de la teneur du texte de Scurati et si elle l'a elle-même fait censurer ne se pose pas en termes individuels. Les dirigeants de la Rai n'ont pas besoin d'ordres directs pour être plus royalistes que la reine. Selon Luca Tomini, professeur de sciences politiques à l'ULB « *Les contraintes qui pèsent sur les journalistes de la Rai sont en fait les mêmes qu'avant, mais elles sont bien plus nombreuses aujourd'hui. Et la qualité des programmes s'en ressent. À cela s'ajoute l'exode de certains visages connus vers les chaînes privées. Il règne actuellement un climat d'épuration à la Rai* ».

Pour montrer patte blanche et tenter d'éteindre la polémique le plus tôt possible, Giorgia Meloni a publié elle-même, sur son compte Facebook, le monologue d'Antonio Scurati, avec l'introduction suivante : « *Je ne connais pas le fond de l'affaire mais je publie moi-même ce texte sans problème (en espérant ne pas avoir à payer pour cela). Premièrement, je le publie parce quand on a été comme moi ostracisée et censurée par le service public, on ne peut pas souhaiter la censure de*

**« Il règne
actuellement
un climat
d'épuration
politique
à la Rai »**

quelqu'un d'autre. Pas même de ceux qui pensent que leur propagande anti-gouvernementale doit être rétribuée avec des deniers publics. Deuxièmement, je pense que c'est aux citoyens eux-mêmes de juger du contenu de ce texte. Bonne lecture. ». (2) Cette tentative sarcastique de désamorcer la crise n'a pas fonctionné. Le 6 mai 2024, les équipes de la Rai ont organisé une conférence de presse faisant état de pressions, de censures et d'omissions mensongères auxquelles ils et elles étaient contraints par leurs di-



L'antenne de la Rai sise Corso Sempione à Milan.

rections respectives depuis des mois. Parallèlement leur syndicat (Usigrai) a publié le communiqué suivant, lu en direct par des journalistes lors des différents journaux télévisés de la Rai : « *La mainmise des directeurs de la Rai sur l'information de service public se fait chaque jour plus étouffante. Après avoir vidé deux chaînes de leur substance, les dirigeants nommés par le gouvernement commencent à décommander les invités qui ne leur plaisent pas, comme Antonio Scurati qui devait prononcer un texte sur le 25 avril sur une chaîne, Rai3, dont la grille n'a plus rien à voir avec ce que les téléspectateurs ont connu. (...) Nous sommes confrontés à des méthodes intrusives qui contreviennent aux principes fondamentaux du travail journalistique. Les comités de rédaction se sont mis d'accord sur une grève de cinq jours. Chers téléspectateurs, nous nous désolidarisons des*

choix opérés par l'entreprise et luttons pour un service public indépendant, équilibré et pluraliste ». (3)

Circulez, y'a rien à voir !

Aujourd'hui, ni la tension sociale au sein de la Rai ni les abus de ses dirigeants n'ont pris fin. Quelques exemples : Serena Bortone, la présentatrice qui a révélé au grand jour la censure du texte de Scurati a reçu l'interdiction d'aborder des sujets politiques dans une émission dont c'est pourtant l'ADN. Ensuite, il a été explicitement demandé aux journalistes déployés en région de ne plus poser de questions gênantes au ministre de la Culture en pleine crise de popularité (il a démissionné depuis lors). La manifestation la plus visible de la torsion de l'information par les dirigeants de la Rai a eu lieu le 7 juillet dernier. Le soir du deu-

⇒ xième tour des élections législatives en France, alors que le camp nationaliste de Marine Le Pen n'a pas obtenu la victoire écrasante que la droite nationaliste italienne attendait, la Rai n'a consacré aucune édition spéciale à l'événement (ce que les chaînes privées ont fait), préférant diffuser la captation du festival culturel identitaire de Pomezia qui a fait également l'ouverture des différents journaux télévisés. C'est au chamboulement de la hiérarchie de l'information que l'on reconnaît un média de propagande comme la Rai est en train de le devenir.

État de droit en danger

Chaque année depuis 2019, la Commission européenne dresse un état des lieux de la situation de l'État de droit dans les 27 pays qui la composent (4). Dans ce rapport, en 2023 déjà, la Commission se disait inquiète de la trop grande porosité entre le pouvoir politique et les médias publics italiens. Un certain nombre de recommandations étaient adressées à l'Italie qui ne les a vraisemblablement pas respectées depuis. En effet, la Commission européenne observe dans son dernier rapport sur l'État de droit, publié le



Le quotidien italien La Repubblica s'est immédiatement emparé du scandale lié au texte commémoratif d'Antonio Scurati : « Censure par la Rai du monologue de Scurati sur le 25 avril, la présentatrice Serena Bortone accusée : “Son contrat a été annulé” ». Le monologue en question a été publié dans les pages de La Repubblica dès l'annonce du renoncement de la Rai.

POST FACEBOOK DE LA REPUBBLICA

C'est au chamboulement de la hiérarchie de l'information que l'on reconnaît un média de propagande comme la Rai est en train de le devenir

24 juillet, une nette régression de la situation des médias publics et privés italiens. Pression éditoriale de la part du gouvernement, journalistes régulièrement intimidés, manque de pluralisme, temps de parole des opposants politiques insuffisant sur le service public, structures de surveillance affaiblies, blocage au Sénat d'améliorations juridiques urgentes et l'opacité dans l'acquisition des médias privés sont autant de griefs qui sont faits à l'Italie dans son ensemble et au gouvernement Meloni en particulier. Ces observations fâcheuses et les recommandations qui en découlent ont bien failli ternir l'idylle de façade entre Giorgia Meloni et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne (reconduite le 18 juillet dernier pour un

second mandat).

En déplacement en Chine au cœur de l'été, Giorgia Meloni n'a pas hésité à accuser les journalistes des médias de gauche et du centre d'avoir dicté à la Commission les remarques négatives que l'on retrouve dans le rapport européen sur l'État de droit. Le 28 juillet, la présidente du Conseil italien s'est même fendue d'une lettre dans laquelle elle expliquait à Madame Von der Leyen combien cet état des lieux était erroné et mal documenté. Deux jours plus tard, pour accompagner ces accusations envers la presse d'opposition, le quotidien *Il Giornale*, réputé proche du pouvoir, a publié une liste de six noms de journalistes définis comme anti-méloniens et hostiles au gouvernement italien. Jeter ainsi des noms

en pâte n'est pas sans conséquence dans un pays où les journalistes de gauche sont fréquemment intimidés dans l'espace public. (5)

Saluts fascistes et glorification de Hitler

En Italie, la pression constante exercée sur les grilles du service public commence à faire tache d'huile sur les médias indépendants qui sont désormais les seuls garants d'une presse critique du pouvoir en place. Dans un reportage édifiant du média en ligne *Fanpage*, le monde entier a découvert en juin dernier, par l'intermédiaire d'une journaliste infiltrée, les pratiques de nombreux militants de la Jeunesse Nationale (*Gioventù Nazionale*), mouvement de jeunes militants affilié à *Fratelli d'Italia* et premier parti de jeunes en Italie. Dans ce film de douze minutes (6), on entend des propos insultants à l'égard des juifs et des personnes de couleur, une glorification de Hitler ou de Mussolini, on voit des saluts romains et des salutations fascistes, des déclarations sur le financement du parti qui laissent entendre que le gouvernement dévie illégalement

certaines fonds pour alimenter les finances de la branche jeunesse du parti au pouvoir. Bref, un reportage accablant, images à l'appui, dans lequel on entend régulièrement les jeunes militants recommander à leur nouvelle recrue de faire bonne figure en présence de journalistes, ne sachant pas qu'elle est elle-même journaliste et qu'elle est en train de les enregistrer.

Plutôt que de réagir sur le fond de l'affaire (ce qu'elle a fait dans un second temps), c'est sur les méthodes journalistiques utilisées pour réaliser ce reportage que Giorgia Meloni a tenu à réagir alors qu'elle était en déplacement à Bruxelles et que ce scandale commençait à inquiéter ses homologues étrangers : « de telles méthodes d'infiltration (...) sont des méthodes qui étaient utilisées par les régimes autoritaires » (7), a-t-elle dénoncé, dans un retournement des faits et des valeurs caractéristiques – là encore – de sa communication.

Folklore fasciste

Sommée de réagir sur le fond, Giorgia Meloni s'est engagée à faire le ménage dans ses rangs, se disant surprise et indignée qu'un tel « folklore » nostalgique des années sombres de l'histoire italienne soit encore célébré par de jeunes militants de son parti. Pour Marco Bresolin, correspondant à Bruxelles pour le journal italien *La Stampa* : « Il est peu probable que Giorgia Meloni n'ait pas

La flamme tricolore du logo du parti de Giorgia Meloni est un signal aussi clair que discret envoyé à sa base radicale

été au courant de ce type de pratiques au sein de Gioventù Nazionale. Elle a longtemps été jeune militante dans cette formation politique qui dépend directement de son parti, Fratelli d'Italia, qui lui-même fait partie des héritiers du parti fasciste ». Les éléments mis à jour dans l'enquête de *Fanpage* ne nuiront probablement pas à la popularité de Giorgia Meloni dans l'immédiat. Par contre, ils pourraient retarder, voire empêcher, l'opération plus ou moins sincère de normalisation de la politique mélonienne à l'international, comme l'indique Luca Tomini, professeur de sciences politiques à l'ULB : « Giorgia Meloni sait bien que les militants de son parti (surtout les jeunes) entretiennent une certaine nostalgie pour le fascisme. L'enquête de *Fanpage* montre des choses qu'on savait déjà en Italie. Des choses qui, en revanche, surprennent beaucoup en Europe et la mettent dans l'embarras ».

Mussolini comme modèle

Adolescente, Georgia Meloni militait au sein de l'aile jeunesse du Mouvement social italien formé par des partisans de Mussolini après la Seconde Guerre mondiale. Une vi-



déo régulièrement exhumée sur les réseaux sociaux en atteste. À cette époque, interviewée par les équipes de France 3, elle définissait Benito Mussolini comme un bon politicien qui n'aurait fait qu'œuvrer pour le bien du pays. (8) Depuis qu'elle est au pouvoir, Meloni met davantage en avant son patriotisme et l'héritage libéral de Berlusconi, dont elle a été la plus jeune ministre. Elle est effectivement à la tête aujourd'hui d'une coalition de droite plurielle et elle s'est régulièrement employée à prendre ses distances avec l'héritage postfasciste de son parti. Pourtant, certains signaux ne trompent pas. Elle a notamment conservé la flamme tricolore du logo de son parti, ce qui est un signal aussi clair que discret envoyé à sa base radicale (comme l'a démontré le journaliste Hugues Le Paige dans cette même revue, en décembre dernier). (9)

La présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et la première ministre italienne Giorgia Meloni avant le survol des zones inondées d'Émilie-Romagne, en mai 2023.

GOUVERNEMENT ITALIEN, MIS À DISPOSITION SELON LA LICENCE CREATIVE COMMONS.



À l'occasion du survol des zones inondées d'Émilie-Romagne en mai 2023, Giorgia Meloni a déclaré que « Le soutien de l'Union Européenne peut être décisif face à des catastrophes de ce type ». Une déclaration qui pourrait aussi s'appliquer aux finances de l'État italien aujourd'hui.

CRÉDIT : GOUVERNEMENT ITALIEN, MIS À DISPOSITION SELON LA LICENCE CREATIVE COMMONS.

Les discours et les actes

Il est évident que les extrêmes droites européennes ont appris à jouer un double jeu pour accéder au pouvoir. La fameuse dédramatisation du Front National devenu Rassemblement National en est l'exemple le plus clair. Mais pour le journaliste italien Marco Bresolin, les choses sont moins retorses dans le cas de l'Italie : « On ne peut pas vraiment dire que



avec en ligne de mire, d'ici quelques années, une réforme importante de la Constitution italienne qui organiserait l'élection au suffrage universel direct du Premier ministre à l'issue des élections législatives, donnant ainsi au pays une stabilité politique

cent deux ans et celle d'aujourd'hui. Désormais, les leaders autoritaires doivent avancer masqués s'ils veulent garantir leur survie politique. Tenir un double discours, ronger patiemment l'État de droit et la liberté de la presse reste la solution envisagée par le gouvernement Meloni pour assurer son maintien au pouvoir. De tous temps, l'Italie a été le laboratoire politique de l'Europe. À ce titre, l'exemple melonien mérite d'être observé attentivement pour ce qu'il est : une réalité prémonitoire, un miroir grossissant de l'évolution des droites européennes. □

En mai dernier, Giorgia Meloni a rebaptisé son blog vidéo « Telemoni » (et non plus « Les Carnets de Giorgia »), indiquant ironiquement qu'à ses yeux la seule chaîne qui mérite ce qualificatif est son propre blog et non la Rai.

⇒ Giorgia Meloni et son parti aient un double visage. C'est plutôt une question d'attitude, comme quelqu'un qui aurait appris à se comporter d'une certaine manière dans les dîners en ville et dont le naturel reviendrait au galop, de temps en temps, parmi les siens ». Pour que son naturel revienne également « au galop » dans les cénacles internationaux, Giorgia Meloni espérait une percée des droites nationalistes à l'issue des dernières élections européennes. C'est plutôt à leur division en plusieurs groupes discordants qu'on assiste actuellement. « Maintenant Giorgia Meloni va devoir trancher. Est-elle la leader d'un parti extrémiste (qui représentait 3 à 4% des Italiens) ou celle de la droite italienne conser-

dont il ne jouit pas pour l'instant. Cette instabilité a pourtant été inscrite volontairement au cœur de la Constitution italienne (qui rappelle le fonctionnement de la Belgique). C'est un principe fondamental né de l'après-fascisme qui a pour but d'éviter qu'un parti s'empare seul du pouvoir. Le projet de réforme de la Constitution italienne pour donner plus de pouvoir au chef du gouvernement est donc un projet politique lourd de sens, et Meloni le sait bien. Cela dit, le processus de révision constitutionnelle sera très long s'il advient : il faut deux lectures du texte, l'une à la Chambre et l'autre au Sénat, suivies d'un référendum. Par ailleurs, le passé a souvent montré que les Italiens

Giorgia Meloni souhaite modifier la Constitution italienne pour diriger le pays sans partage ni compromis

vatrice (c'est-à-dire environ 27% des électeurs) ? Jusqu'ici elle a maintenu l'ambiguïté entre ces deux options, sans trancher. Mais ses déclarations récentes semblent indiquer qu'elle optera pour la seconde solution. Jusqu'à quel point ? Il est encore difficile de le dire » analyse le professeur de sciences politiques Luca Tomini (ULB) en rappelant que « depuis son élection, en revoyant immédiatement ses positions sur l'Europe ou sur l'Ukraine, Giorgia Meloni a effectivement entrepris un parcours de normalisation sur le plan international ».

Modifier la Constitution italienne

Au niveau international, c'est la voie de la modération que Giorgia Meloni est contrainte de choisir pour continuer d'arrimer son pays fortement endetté à la locomotive européenne. En Italie, par contre, elle emprunte obstinément la voie de l'omnipotence

se lassent vite de leurs dirigeants. Cependant, si Meloni restait aussi populaire ces prochaines années qu'elle l'est aujourd'hui, elle pourrait s'offrir ainsi la possibilité de diriger l'Italie sans partage ni compromis à l'occasion d'un second mandat. On imagine aisément l'état de décomposition avancée dans lequel les médias de service public se trouveraient à ce moment-là.

Différence de tempo

Dans son célèbre essai *Soudain, le fascisme*, l'historien italien Emilio Gentile met en évidence la façon dont Mussolini a fait basculer l'Italie dans la dictature en seulement quelques jours : « ce 30 octobre (1922), l'Italie n'eut pas seulement un gouvernement : elle eut une dictature ». (10) L'impossibilité d'un basculement net vers l'autoritarisme d'état est une différence de taille entre l'Italie d'il y a

(1) Post Instagram de Serena Bortone, 20/04/2024. Le texte de Scurati a été publié dans le quotidien *La Repubblica* : « Il testo di Scurati censurato dalla Rai : "Governo Meloni post fascista, vuole riscrivere la storia" ». Une version française en a été lue à l'occasion de la remise du Prix Mare Nostrum le 27 avril 2024, à deux pas de l'hôtel de Ville de Perpignan, ville dirigée par le Rassemblement national depuis quatre ans (vidéo youtube « Antonio Scurati lit à Perpignan le monologue censuré par la RAI »).

(2) Post Facebook de Giorgia Meloni, 20/04/2024.

(3) Usigrai.it ; communiqué du 21/04/2024 lu en direct dans différents journaux télévisés de la Rai ; « Comunicato sindacale Usigrai in onda nei tg e gr del 21 aprile ».

(4) Commission.europa.eu ; « 2024 Rule of Law Report - Country Chapter Italy », publié le 24/07/2024.

(5) ilgiornale.it ; article de Domenico Di Sanzo, 30/07/2024, « Cronisti di Repubblica, Stampa, Fatto e Domani hanno dipinto l'Italia come un Paese autoritario ». Dernier exemple en date de l'agression d'un journaliste par des activistes de droite radicale, le journaliste du journal italien *La Stampa* Andrea Joly agressé par plusieurs militants de l'entité fasciste CasaPound à Turin le 20 juillet 2024. Comme on peut le lire dans l'article, Giorgia Meloni a exprimé son soutien au journaliste agressé, promettant de suivre de près l'évolution de l'enquête policière et judiciaire.

(6) Fanpage.it ; article et vidéo publiés le 13/06/2024 ; « Saluti romani, inni al Duce e "Sieg Heil": dentro Gioventù nazionale, il movimento giovanile di Fratelli d'Italia ».

(7) Déclarations à la presse de Giorgia Meloni, Bruxelles, 28/06/2024 à l'issue du sommet européen des 27 et 28 juin 2024, cf. vidéo youtube, passage à 11min30.

(8) Youtube.com, chaîne INA Politique ; « 1996 : Giorgia Meloni «Mussolini était un bon politicien», | Archive INA ».

(9) Ensemble n°112, décembre 2023 ; H. Le Paige, « Meloni ou l'hybridation idéologique ».

(10) E. Gentile, *Soudain le fascisme – La marche sur Rome, l'autre révolution d'octobre*, 2015, Gallimard.